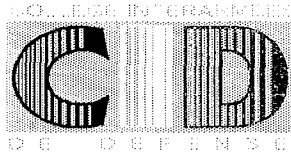
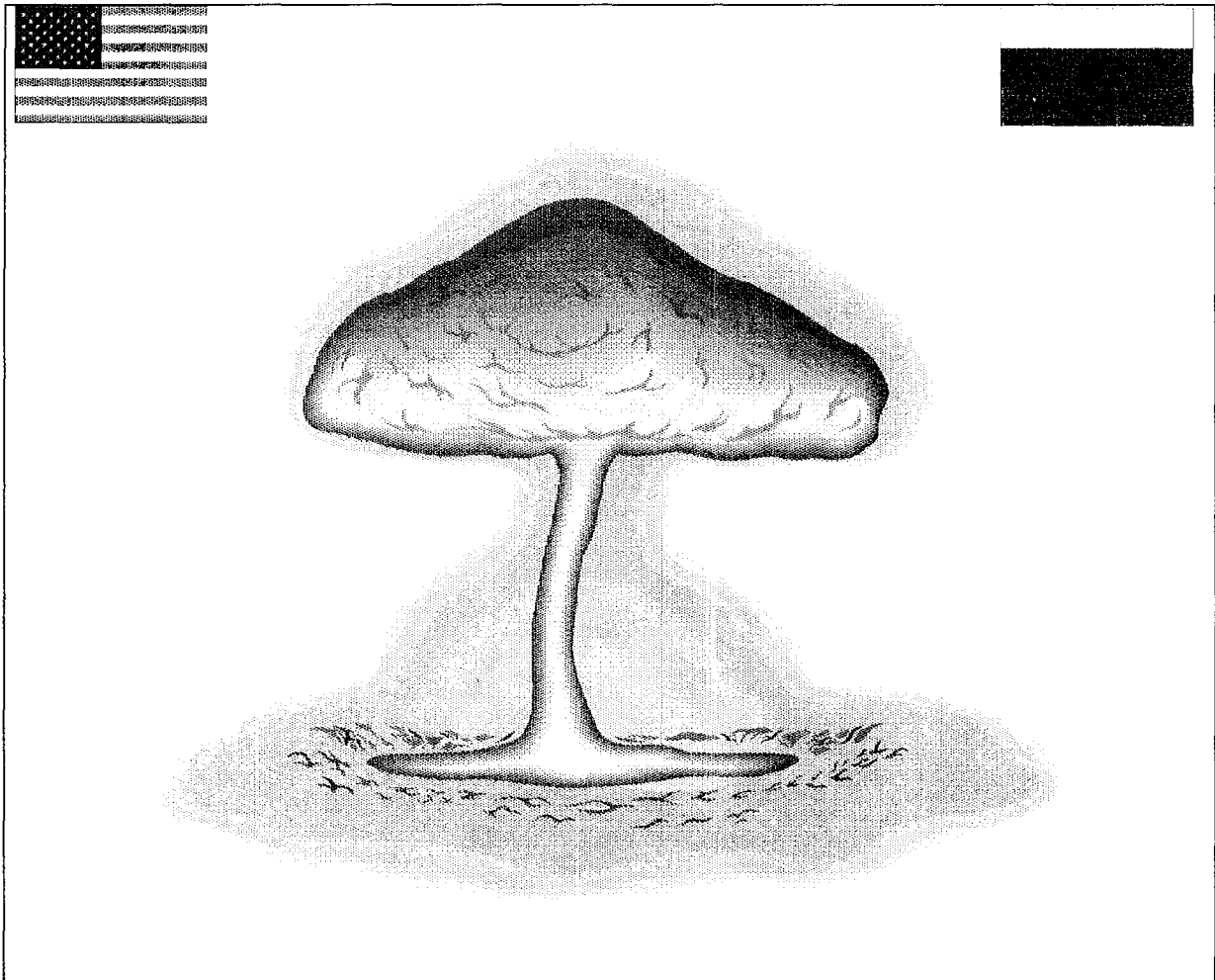


1977-250



MEMOIRE DE STRATEGIE



**UN MONDE SANS STRATEGIE NUCLEAIRE DE DISSUASION,
EST-CE POSSIBLE ?**

**5ème Promotion 1997 / 1998
Division C / Groupe C 1
Mars 1998**

**Major
LAVOIE Michel**

RESUME DU MEMOIRE

L'arme nucléaire stratégique alloue un pouvoir de dissuasion sans contredit. Les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations-Unies possédant cette arme subissent d'énormes pressions des pays signataires du Traité de Non Prolifération (TNP). Peut-on imaginer un monde sans stratégie nucléaires de dissuasion ? Cette question invoque un grand paradoxe. Les deux grandes puissances aimeraient garder leur dominance dans ce domaine mais les coûts associés au nucléaire sont énormes. Son élimination engendre également des sommes importantes. Les accords START 1 et II sont des signes encourageants d'une volonté des américains et des russes de réduire leur nombre de têtes nucléaires stratégiques. Néanmoins, l'aspect financier de l'élimination et de la transparence d'un système de vérification efficace de cette arme stratégique rend peu probable un monde sans stratégie nucléaire de dissuasion avant la mi-siècle.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	p 1
1 PRINCIPAUX TRAITES NUCLEAIRES BILATERAUX ENTRE LES ETATS UNIS ET LA RUSSIE.....	p 2
1.1 SALT I	p 2
1.2 SALT II	p 3
1.3 START I	p 3
1.4 START II	p 4
1.5 START III	p 4
2 POLITIQUE DE DISSUASION NUCLEAIRE STRATEGIQUE DES DEUX GRANDES PUISSANCES	p 5
2.1 POLITIQUE DE DISSUASION NUCLEAIRE STRATEGIQUE DES ETAT-UNIS.....	p 5
2.2 POLITIQUE DE DISSUASION NUCLEAIRE STRATEGIQUE DE LA RUSSIE	p 7
3 LA REDUCTION VERS UN NOMBRE MINIMUM DES ARMES NUCLEAIRES STRATEGIQUES PAR LA RUSSIE ET LES ETATS-UNIS.....	p 8
CONCLUSION.....	p 10
Annexe A.....	p 11
Annexe B.....	p 12
Annexe C.....	p 13
Annexe D.....	p 14
Annexe E.....	p 15
Annexe F.....	p 16
Bibliographie.....	p 17

Depuis 1945, début de l'ère nucléaire, beaucoup d'imagination et d'encre en analyses et discussions ont été dépensées sur la stratégie de dissuasion nucléaire parmi les militaires. La fameuse déclaration de Reagan et Gorbatvhev : "*une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être livrée*" illustre bien le paradoxe actuel avec le niveau auquel se situe la recherche militaire. Mondialement, on consacre 4 fois plus à la recherche militaire qu'à la recherche médicale.

Est-il raisonnable de se demander si la stratégie de dissuasion nucléaire joue toujours un rôle ? Le quasi-monopole des armes nucléaires stratégiques des Etats-Unis et de la Russie n'empêche en aucune manière la conquête de la Chine continentale par les communistes. La Corée du Nord n'hésite pas à envahir la Corée du Sud en 1950, ni le Nord Viêt-nam à soutenir la guérilla, puis à envahir le Sud Viêt-nam dans les années soixante. L'Egypte et la Syrie ne sont pas dissuadées d'attaquer Israël en 1973 qui, à l'époque, est à l'aube de posséder l'arme nucléaire. L'Argentine confisque les Malouines en 1982 et Saddam Hussein envahit le Koweït en 1990, bien qu'il sait probablement que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France considèrent cette attaque, et ses conséquences pour le contrôle du pétrole saoudien, comme une menace évidente à leurs intérêts vitaux.

Qu'en est-il du rôle des armes nucléaires en ce monde ? Faut-il penser que la fin de la guerre froide rend ce concept de dissuasion stratégique caduque ? Quelle menace pourrait même seulement poser la question de leur emploi dissuasif ? Il existe bien des pressions d'ordre moral (voir le tableau à l'annexe A), juridique, géographique, diplomatique et surtout budgétaire qui peuvent nous inciter à croire que la stratégie de dissuasion de la Russie et des Américains est de plus en plus difficile à justifier dans le contexte international actuel.

S'il est possible pour les Etats-Unis et la Russie d'éliminer leurs armes nucléaires stratégiques, il est très peu probable en revanche que ces deux grandes puissances se départissent de ces armes de dissuasion d'ici la moitié du prochain siècle. L'analyse qui sera conduite dans le présent mémoire sera volontairement restreinte à l'arme nucléaire stratégique sans prendre en compte les armes nucléaires tactiques. Une synthèse des principaux traités bilatéraux entre la Russie et les Etats-Unis précédera une analyse des stratégies nucléaires de ces deux grandes puissances.

Enfin, et pour faire ressortir les nombreux obstacles à un monde sans stratégie de dissuasion nucléaire, un possible scénario extrapolant la diminution du nombre de têtes nucléaires mondiales d'ici l'an 2045 sera envisagé.

* *

*

1. PRINCIPAUX TRAITES NUCLEAIRES BILATERAUX ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA RUSSIE

En droit international public, le désarmement désigne le fait d'un ou plusieurs Etats supprimant leurs effectifs, matériels et préparatifs militaires, pour ne conserver à leur disposition, que des forces de police. Dans les négociations, on été souvent englobées sous ce terme la limitation et la réduction des armements, ce qui est beaucoup plus proche de la réalité que d'évoquer un réel désarmement. En fait, les négociations et accords de désarmement permettent de fixer les panoplies militaires maximales que peuvent constituer les différentes nations. On peut dire que tout processus de désarmement s'inscrit dans une configuration politique qui conditionne son succès ou son échec. Ainsi, les traités bilatéraux SALT (Strategic Armement Limitation Talks) et START (Strategic Arms Reduction Talks) entre les Etats-Unis et l'Ex-URSS sont des réponses aux contextes politique, économique et diplomatique de l'époque.

1.1 SALT 1

La signature du traité SALT I intervient le 26 mai 1972, à Moscou, lors du premier sommet Brejnev-Nixon et recouvre deux accords.

- Une convention sur les missiles antimissiles (ABM) qui fixe ce que l'URSS et les USA peuvent faire et ne pas faire en la matière. L'interprétation de cet accord suscite une controverse à propos de la compatibilité de l'Initiative de Défense Stratégique (IDS) car elle exclut l'installation de dispositifs futuristes. Le but principal de l'accord ABM est de permettre le concept central de la Destruction Mutuelle Assurée (MAD) qui garantit la paix.

- Un accord sur la limitation des armements nucléaires stratégiques offensifs fondé sur une parité compensée tenant compte de l'avance technologique des Etats-Unis. Les Soviétiques réussissent à faire accepter une équivalence de 3 de leurs sous-marins pour les 2 SNLE américains (le premier tableau à l'annexe B indique la limitation d'armement convenue).

On peut conclure que la conséquence première du plafonnement des lanceurs lors du traité SALT I a été de toute évidence le développement impressionnant du mirvage (têtes multiples) et du nombre total des ogives. Dans la décennie 1980, le nombre d'ogives devait dépasser 10 000 pour chacun des antagonistes (davantage d'objectifs avec des armes plus précises). Il ouvre également la voie vers la possibilité d'accords ultérieurs dans d'autres domaines. A la suite d'une intervention soviétique en Afghanistan, la ratification des accords SALT est gelée par le Sénat américain.

Dans les faits, les deux Grands respectent plus ou moins les normes définies. Washington et Moscou restent d'accord pour considérer la maîtrise des armements comme le noyau dur d'un dialogue appelé à se poursuivre malgré tout. Ce qui importe, ce sont moins les résultats que l'existence du dialogue.

1.2 SALT II

Lors du sommet Brejnev-Carter, après sept années de discussions, le traité SALT II est signé à Vienne le 18 juin 1979. Il tente de tirer les leçons des insuffisances de SALT I :

- en instaurant plusieurs limites quantitatives appréhendant l'ensemble des panoplies nucléaires stratégiques : chacun des deux signataires peut disposer d'un maximum de 2250 vecteurs nucléaires intercontinentaux ;
- en fixant des limites qualitatives puisque la création d'armes nouvelles devient réglementée. Les fusées ne peuvent recevoir un nombre d'ogives supérieur à celui existant au moment de la signature du traité. Les modernisations obéissent à des règles strictes. Les missiles de croisières à long rayon d'action (600 km) ne peuvent être emportés qu'en nombre restreint à bord des bombardiers stratégiques.

1.3 START I

Suite aux traités SALT I et II, il était devenu logique de passer de la phase limitation du nombre de lanceurs à la phase réduction du nombre d'ogives. Les négociations START I se sont ouvertes à Genève le 28 juin 82. C'est suite au sommet Bush/Gorbatchev de mai 1990 que le processus aboutit le 31 juillet 1991 à Moscou par la signature des deux chefs d'Etat.

Malheureusement, à la signature du traité, l'autorité de Gorbatchev et sa capacité à engager à longue échéance son pays sur des questions vitales étaient déjà plus que douteuses. Les nouvelles autorités des républiques, toutes indépendantes et souveraines, s'affirmaient aux dépens de Moscou. Le putsch longtemps pressenti se déclenche juste trois semaines après le sommet et la signature de START, annonçant la fin du pouvoir de Gorbatchev et la dissolution officielle de l'Union Soviétique le 24 décembre suivant. Les Etats-Unis auraient préféré garder la Russie comme interlocuteur unique mais, prenant conscience que les antagonismes entre les différentes républiques ne pouvaient qu'entraver la bonne marche de sa stratégie, Washington se décide à négocier directement avec les gouvernements concernés. Les Etats-Unis et la Russie ont respectivement ratifié le traité le 1 octobre et 4 novembre 1992. Pour ce qui est du Kazakhstan, de la Biélorussie et de l'Ukraine, ils ont successivement ratifié le traité START I le 2 juillet 1992, le 4 février 1993 et en novembre 1993. START I n'est entré en vigueur que le 6 décembre 1994 immédiatement après la ratification de l'Ukraine.

Les conséquences pratiques de la mise en œuvre de ce traité vont amener dans un échéancier de sept ans aux objectifs suivants :

- passer de 12 000 ogives pour chacun, à un plafond de 6 000 ;
- atteindre un maximum de 1 600 lanceurs toutes catégories (vecteurs).

Les Américains conservent leur supériorité en missiles tirés de sous-marins et les Soviétiques en missiles sol-sol. Ces volumes entraînent pour la première fois une obligation de réduction de l'ordre de 50 %. Néanmoins, les règles de comptage viennent limiter ces réductions à 35% des arsenaux existants.

On réalise, enfin, que le face-à-face des deux arsenaux perd toute signification. En effet, l'hypothèse d'une guerre nucléaire totale apparaissant de plus en plus irrationnelle, il s'agit d'élaborer une doctrine de dissuasion minimale, l'arme atomique représentant un moyen d'ultime recours. Dans cet accord de désarmement, le plus complexe jamais signé, s'ajoute un chapitre portant sur la vérification dudit traité. Les contrôles sont échelonnés sur 15 ans et il peut s'agir soit d'inspection avec court préavis sur des sites déclarés soit d'inspections sans délai sur des sites suspects.

1.4 START II

Le 3 janvier 1993 intervient la signature de START II. Le Sénat américain a fini par ratifier le traité le 26 janvier 1996 par 86 voix contre 4, mais la Douma renâcle prétextant le coût de démantèlement et mettant en avant cette monnaie d'échange vis-à-vis de l'élargissement de l'OTAN. De plus, elle désire l'établissement d'une ligne claire entre les antimissiles de théâtre et stratégiques. Le 26 septembre 1997, les Etats-Unis ont accepté de reculer de cinq ans (1 janvier 2008) la date effective du traité START II. Face à cette décision, le Sénat américain semble hésitant à vouloir ratifier cette extension. Cette dernière obligerait les Etats-Unis à maintenir en état 6 000 têtes nucléaires au lieu de 3 500 ce qui représente une dépense additionnelle de 4 milliards de dollars. A l'échéance, la production et le déploiement des missiles balistiques sol-sol dotés d'ogives séparément guidées seront interdits. Tous les lanceurs de ces missiles, y compris ceux utilisés à des fins d'entraînement et d'essai, devraient être détruits ou convertis en lanceurs de systèmes dotés d'une seule tête nucléaire. Globalement, on vise une réduction de 70% de l'armement nucléaire (le deuxième tableau à l'annexe B résume les résultats fixés).

1.5 START III ?

START II n'a toujours pas été ratifié par la Russie. Néanmoins, les deux chefs d'états ont conclu en mars dernier, lors du sommet d'Helsinki, un arrangement suivant lequel dès la ratification de START II ils engageraient une négociation d'un traité START III. Celui-ci aurait entre autre comme objectif de réduire à environ 2000 le nombre des têtes immédiatement opérationnelles ainsi qu'un nombre d'objectifs ramené à un chiffre de l'ordre de 500 à 800. De plus, les points suivants devraient être abordés :

- prise de mesures relatives à la transparence des inventaires des têtes nucléaires et à la destruction de ces têtes, afin de promouvoir l'irréversibilité des réductions et de prévenir un accroissement rapide du nombre de têtes déployées ;
- détermination des moyens pour maintenir en vigueur les accords START actuels pour une durée illimitée.

2. POLITIQUE DE DISSUASION NUCLEAIRE STRATEGIQUE DES DEUX GRANDES PUISSANCE

2.1 Politique de dissuasion nucléaire stratégique des Etats-Unis

La stratégie nucléaire américaine a connu un remarquable essor depuis 1945, principalement du à l'action de nombreux chercheurs venant de tous les horizons et de toutes les disciplines. Le premier essai nucléaire américain (nom de code Trinity) a lieu le 16 juillet 1945 dans le désert de Jordana Del Muerto au Nouveau Mexique. Cet essai est le résultat du projet Manhattan lancé en secret en 1942 sous les ordres de Robert Oppenheimer avec l'aide de scientifiques britanniques et canadiens. Le succès de ce premier tir permet le largage, le 6 août 1945, d'une bombe atomique sur Hiroshima, et le 9 août, d'une seconde bombe sur Nagasaki. Dès lors, l'US Air Force prend le contrôle du potentiel atomique et le Strategic Air Command (SAC), créé en 1946, a la haute main sur les opérations de plan de frappe nucléaire.

A partir de 1946, de nombreux tirs expérimentaux sont effectués sur l'atoll de Bikini et à Eniwetok et jusqu'en 1949, les Etats-Unis ont le monopole de l'arme de destruction massive. Pourtant, il est curieux de constater que les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki n'ont pas eu de conséquences immédiates réelles sur la stratégie américaine, l'arme nucléaire étant encore considérée comme une arme conventionnelle. De ce fait, le premier concept de dissuasion nucléaire ne date que de 1953. Il a été élaboré sous la présidence d'Eisenhower et fut connu sous l'appellation de représailles massives (massives retaliations). Cette stratégie a été approuvée en octobre 1953, rendue publique le 22 janvier 1954 par Foster Dulles et est devenue la doctrine de l'OTAN en 1956.

1957 est une année charnière dans l'évolution de la stratégie américaine, puisqu'à la surprise générale, les Russes lancent le premier satellite artificiel dans l'espace (spoutnik) précédé par le lancement de la première fusée intercontinentale (ICBM) d'une portée de 10 000 kilomètres, ce qui sous-entend que le continent américain n'est plus à l'abri des frappes soviétiques. Aux Etats-Unis, le choc psychologique est considérable. On entre ainsi dans l'ère du duopole américano-soviétique.

C'est à ce moment-là que le président Kennedy décide de remettre en cause le concept de représailles massives, qu'il considère comme trop schématique et moralement impraticable. En 1962, sous l'impulsion de son secrétaire à la Défense, Robert S. MacNamara, le gouvernement opère une transition vers le concept de la riposte graduée beaucoup plus souple que le "tout ou rien" des représailles massives. L'idée fondamentale de la riposte graduée est d'aménager une escalade contrôlée d'emploi des moyens en prolongeant, autant que possible, la phase conventionnelle d'un affrontement. La diversification des attaques possibles répond à la diversification des réactions par paliers, avec des pauses. A partir de 1965, on ajoute, comme corollaire à la riposte graduée, l'idée de destruction mutuelle assurée (MAD).

Cette dernière permet de survivre à une frappe nucléaire pour pouvoir porter à son agresseur une frappe massive en riposte, lui causant ainsi des dégâts inacceptables. La riposte graduée est restée la doctrine officielle de l'OTAN pendant

vingt ans. Conformément à cette stratégie, l'OTAN décide, en décembre 1979, d'installer des missiles américains à moyenne portée en Europe. L'URSS réplique en déployant 270 missiles de portée intermédiaire (les SS-20) braqués sur l'Europe occidentale. Les relations Est-Ouest entrent alors dans une phase de rupture. Non seulement à cause de l'affaire des SS-20 mais aussi en raison de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique. De plus, le 23 mars 1983, le président Reagan lance l'Initiative de Défense Stratégique (IDS), qui s'est révélée être un défi insoutenable pour les Soviétiques. Il s'agissait d'un programme de recherche à long terme, dans toutes les technologies émergentes, visant à substituer la défense antimissile balistique, non nucléaire, à la dissuasion par menace de représailles nucléaires.

Suite à la chute de l'URSS, la réorientation de la stratégie américaine est marquée par le discours prononcé par George Bush à Aspen le 2 août 1990. Cette réorientation répond donc à la nouvelle donne géopolitique mais surtout à la situation préoccupante des finances publiques. On établit une vision stratégique globale, capable d'assurer le "nouvel ordre mondial": le monde est divisé en deux zones stratégiques, une zone Atlantique (de la côte est des Etats-Unis au Golfe arabo-persique intégrant l'Europe) et une zone Pacifique (du détroit de Béring à l'Arabie Saoudite). Les forces américaines, quant à elles, sont divisées en deux composantes fonctionnelles, l'US strategic command et les forces d'intervention (contingency forces). Suivant ce nouveau découpage, les Etats-Unis se donnent la mission d'appliquer leur puissance à la lutte contre le terrorisme, les prises d'otages, les agressions brutales des Etats, et à celle de la prolifération des armes nucléaires, chimiques, biologiques et balistiques.

Dans cette nouvelle optique, la prolifération nucléaire devient la nouvelle menace à combattre. Il n'est pas envisageable que d'autres pays puissent se doter maintenant d'un potentiel nucléaire. Le gouvernement américain est donc prêt à payer des milliards de dollars pour pouvoir mettre la main sur le potentiel russe éclaté ou pour freiner les rêves de domination atomique de la Corée du Nord.

A cette fin, le Président Clinton annonce sa décision de négocier un abandon total de tout essai nucléaire, y compris les expériences en laboratoire, tout en invoquant "l'intérêt suprême national" pour reprendre éventuellement les essais si la sécurité des stocks nucléaires ne pouvait plus être assurée. L'avancée technologique des Etats-Unis étant suffisante pour que le pays se passe d'essais, même en laboratoire. Cette décision est à l'origine, en grande partie, de la signature du traité portant sur l'arrêt définitif des essais (CTBT, Comprehensive Test Ban Treaty).

Bien évidemment, la fin du monopole nucléaire a poussé certains stratèges à élaborer une théorie de guerre limitée. Les stratégestes nucléaires civils ont complètement ignoré la stratégie opérationnelle car ils travaillaient essentiellement sur trois questions :

- quel est le meilleur moyen de dissuasion pour faire la guerre (et comment la dissuasion pourrait-elle être restaurée s'il y a une guerre ?).

- comment gérer une guerre de telle façon qu'une puissance militaire restreinte suffise à atteindre des buts politiques limités ?

- comment un processus de contrôle des armements peut-il contribuer à la stabilité stratégique ?

Pour les Etats-Unis, le maintien de la dissuasion signifie qu'ils conservent des forces d'une qualité et d'une quantité suffisantes, et d'une composition satisfaisante pour infliger des dommages inacceptables à l'ennemi quelle que soit la manière dont celui-ci mènerait son attaque initiale. Les Américains considèrent que, dans une optique strictement budgétaire et technologique, l'arme nucléaire est l'arme idéale.

2.2 Politique de dissuasion nucléaire stratégique de la Russie

A la base, la stratégie russe ne fait aucune distinction entre conventionnel et nucléaire, de même qu'elle écarte toute notion de dissuasion. On n'apprend pas comment éviter la guerre, on apprend comment la gagner. La haute hiérarchie militaire et les instances supérieures du Parti ont eu un rôle quasi-exclusif dans l'élaboration de la doctrine stratégique. Celle-ci est principalement déterminée par sa géographie. En effet, sa position continentale et son éloignement des objectifs américains l'orientent vers le choix de la stratégie des fusées. La première bombe A explose en 1949, la première bombe H en 1953. Pourtant, Staline n'a pas vraiment mesuré la portée de l'arme nucléaire (une arme seulement plus perfectionnée et plus puissante que les autres) et maintient sa stratégie d'armée de masse.

La mort de Staline marque une césure dans la stratégie militaire soviétique. L'URSS se dégage du carcan qu'il avait imposé au pays et le nucléaire devient un instrument privilégié de la stratégie soviétique. Mais l'arme nucléaire n'en devient pas un instrument de dissuasion pour autant, et reste un moyen de gagner la guerre en appui aux forces aéroterrestres sur le terrain.

Dans les années cinquante, l'URSS développe considérablement son arsenal nucléaire et, grâce aux missiles longue portée, met fin à l'invulnérabilité américaine. Elle accède également à la Triade nucléaire par la mise en service de Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins (SNLE). Le 30 octobre 1951, le gouvernement autorise l'explosion, durant une séance d'essai, de la bombe la plus puissante de toute l'Histoire : 58 mégatonnes.

En octobre 1964, Khrouchtchev est démis de ses fonctions. Le mécontentement des militaires sacrifiés au profit des missiles et des forces nucléaires contribue largement à cette chute.

A la fin des années 70, la prééminence octroyée au nucléaire avec accession immédiate aux extrêmes est condamnée par les thèses du maréchal Ogarkov, chef de l'Etat-major de 1977 à 1984. Le concept de la dissuasion entre alors dans le champ de la réflexion stratégique soviétique, avec la réintroduction de la guerre conventionnelle.

Financièrement épuisée par la course aux armements menée contre les Etats-Unis, l'URSS s'est écroulée et avec elle, ses prétentions de domination mondiale. Dans l'armée de terre, seule une trentaine de divisions seraient en état de combattre sur un total de ... 186. Ce n'est pas mieux dans la marine : le bateau le plus récent de la flotte de Crimée est âgé de 15 ans. Côté armée de l'air, c'est pis encore. Sur 4 000 avions de combat, seuls 200 ou 300 Mig sont en état de marche, et les pilotes ne s'entraînent que 25 heures par an contre ... 180 en Europe. Dans tous les pays disposant de l'armement nucléaire, celui-ci concentre tout ce que l'Etat possède de savoir-faire technologique et industriel, d'appareillage de contrôle politique, de capacités militaires et stratégiques.¹

La stratégie de la Russie, héritière du potentiel militaire de l'URSS, est maintenant fondée sur la défensive (elle s'engage à ne jamais employer en premier ni la force militaire, ni les armes de destructions massive) et sur le concept de suffisance raisonnable. La Russie donne une priorité absolue au maintien en état de ses forces nucléaires et cela tant pour des raisons de statut et de prestige international que parce que ce sont les seules forces immédiatement opérationnelles dont elle disposera encore longtemps. En somme, l'arme nucléaire demeure pratiquement le seul symbole de son statut de superpuissance.

3. LA REDUCTION VERS UN NOMBRE MINIMUM DES ARMES NUCLEAIRES STRATEGIQUES PAR LA RUSSIE ET LES ETATS-UNIS

On sait qu'on doit aux Etats-Unis la création de l'Agence Internationale de l'énergie atomique et l'élaboration du Traité de non-prolifération (avec l'URSS et le Royaume-Uni). De plus, le président Clinton était en 1993 à l'origine du traité interdisant totalement les essais nucléaires (CTBT). En France, on l'appelle le Traité d'Interdiction Complète des Essais, (TICE).

Il est clair que la stratégie des américains est de tout faire pour ne pas permettre la prolifération de l'arme nucléaire stratégique à d'autres pays. Par leurs initiatives et actions, ils encouragent la réduction des armes nucléaires stratégiques. Jusqu'à quel niveau et quelle échéance ? Cela représente une grande question stratégique.

A l'heure actuelle cinq pays possèdent officiellement l'arme nucléaire stratégique : les cinq membres permanents du conseil de Sécurité des Nations-Unies. Officieusement, Israël, l'Inde et le Pakistan (Etats du seuil) possèdent également l'arme nucléaire. Ces derniers n'ont toutefois pas encore adhéré au TNP. Le tableau en annexe C donne approximativement le nombre de têtes nucléaires que ces huit pays possèdent. Il démontre clairement que les Etats-Unis et les Russes possèdent un nombre significatif de têtes nucléaires. Au niveau mondial, ils subissent d'énormes pressions pour que leur nombre respectif de têtes soit diminué en conformité avec l'esprit du traité de non-prolifération. C'est d'ailleurs l'une des raisons majeures stratégiques pour laquelle les trois pays du seuil n'ont toujours pas signé ce traité.

Le tableau en annexe D illustre la diminution du nombre de têtes que les présidents des deux grandes puissances ont l'intention d'atteindre d'ici 2007. Ces chiffres

¹ Chiffre provenant d'un récent article de la Revue Le Point datée du 7 février 1998 p. 63-68

START II par la Douma.

Lorsqu'ils auront atteint l'objectif de 2007, le cap des 2 000 et 1 000 têtes sera sûrement à l'ordre du jour. Ces données sont d'ailleurs mentionnées dans plusieurs ouvrages. Un récent rapport² recommande l'adoption rapide d'une nouvelle étape de désarmement nucléaire. Il comporte, outre l'élimination des armes non stratégiques, la réduction à 1 000 têtes des arsenaux américains et russes, soit l'équivalent, dit le rapport, de l'ensemble des arsenaux britannique, français et chinois. Le tableau en annexe E est une estimation envisageable dans le temps compte tenu des pressions économiques et politiques en vigueur et de l'amélioration constante du dialogue entre les deux grands acteurs mondiaux.

Quelle pourrait être la prochaine étape, une fois le niveau des 1 000 têtes atteint ? Ces deux pays voudront-ils à tout prix garder leur statut et leur supériorité stratégique face aux autres pays possédant l'arme nucléaire ? Une réduction subséquente aurait-elle un effet majeur sur leur politique respective de dissuasion nucléaire ? Subiront-ils des pressions encore plus grandes afin de diminuer leurs têtes au même niveau (300) que la France, la Grande-Bretagne et la Chine ? Stratégiquement, il est réaliste de croire que la pression sera énorme de la part des deux grandes puissances pour que ces trois derniers pays accomplissent une diminution à leur tour. En étant très positif, ce petit jeu pourrait avoir un effet d'entraînement permettant au deux grands d'atteindre le niveau de 800 têtes vers l'an 2035 et les trois autres un niveau de 200 têtes, qui sait ?

Les données des tableaux en annexe F paraissent-elles réalistes ? Il est difficile d'émettre avec certitude une opinion sur ce sujet. Toutefois, il s'agit d'une vision très optimiste mais possible d'un éventuel état du nombre de têtes nucléaires d'ici la mi-siècle. Même en étant très positif, on peut imaginer bien des raisons qui pourraient empêcher ou ralentir cette diminution du nombre de têtes nucléaires au niveau mondial, qu'il s'agisse des futurs conflits possibles, des difficultés de la mise en œuvre d'un système efficace et transparent de vérification au niveau international (le cas de l'Irak est frappant), de la prolifération de l'arme nucléaire à d'autres pays etc. L'étape suivante du niveau zéro constituerait un défi d'envergure.

Il en demeure pas moins que ce scénario aide à comprendre et à réaliser les obstacles majeurs avant une élimination complète des têtes nucléaires stratégiques. Est-ce possible ? La réponse du point de vue technologique est positive. Financièrement, cela nécessitera des coûts non négligeables. De plus, il faut bien garder en tête que pour qu'un processus de diminution soit vraiment efficace et crédible, il faut y associer un système de vérification qui demande une transparence de la part des pays impliqués. On sait que cela représente un obstacle significatif ! On s'imagine bien que de voir le tout se réaliser avant la mi-siècle est fort improbable. Des pays du seuil pourraient, en effet, poser un certain nombre de problèmes. Par exemple, Israël et certains pays arabes pourraient refuser de révéler leurs secrets nucléaires à moins que la crise politique du Moyen-Orient n'ait été résolue d'une manière ou d'une autre. Les mêmes problèmes pourraient se poser entre l'Inde et le Pakistan, ou dans la péninsule coréenne. Ces exemples montrent

² Rapport « Center for International Security and Arms Control » de l'université de Stanford qu'ont établi George Shultz et William Perry, respectivement ancien secrétaire d'état et ancien secrétaire à la Défense des Etats-Unis.

que les progrès vers le désarmement nucléaire dépendent beaucoup de la situation politique internationale. En de nombreuses régions du monde, l'amélioration de climat politique est une condition nécessaire à tout progrès dans la réduction des forces nucléaires.

CONCLUSION

Un monde dénucléarisé, aussi désirable soit-il est, au mieux une perspective lointaine. Les cinq puissances nucléaires déclarées souhaiteront chacune conserver quelques armes nucléaires aussi longtemps qu'une autre en détiendra. De plus, toutes ou la plupart réclameront la nécessité d'en conserver pour se garantir contre les incertitudes créées par les capacités des Etats du seuil ou l'éventualité de l'émergence soudaine d'une puissance nucléaire. Toutefois, les déploiements actuels, et en particulier ceux des Etats-Unis et de la Russie, sont d'une taille absurde. Toutes les fonctions que ces armes pourraient éventuellement remplir pourraient l'être si elles étaient vingt fois moins nombreuses.

Accéder à un désarmement nucléaire complet paraît aujourd'hui incompatible avec les impératifs de sécurité internationale. L'équilibre stratégique actuel entre la Russie et les Etats-Unis demeure incertain et dépend de manière très étroite du pouvoir stabilisateur de l'arme nucléaire. Il serait inconcevable, à court terme, qu'une de ces deux puissances prenne le risque de se priver de cette arme absolue. Cela explique sans doute chez les Russes les craintes suscitées par le traité START II, et chez les Américains la forte conviction de maintenir l'arme nucléaire stratégique et cela malgré leur force conventionnelle inégalée mondialement.

Malgré le TNP, les technologies du nucléaire sont de plus en plus répandues et les risques de prolifération demeurent importants. Comment imaginer dans ce cadre que les puissances nucléaires éliminent en totalité leurs arsenaux nucléaires sans garantie absolue de non-prolifération? Renoncer à l'arme nucléaire, notamment, ne pourrait être envisagé que si les pays du seuil ratifiaient et respectaient les différents traités internationaux et étaient prêts eux aussi à renoncer à l'arme nucléaire. Compte tenu des conflits latents auxquels doivent faire face ces pays, il paraît illusoire dans un avenir proche qu'ils renoncent unilatéralement à cette arme absolue et remettent en cause leur propre sécurité.

L'arme nucléaire, en dépit des multiples contraintes qui restreignent son espace stratégique, conserve donc un rôle fondamental dans les relations interétatiques. Son abolition pourrait avoir un effet déstabilisateur nuisible à la paix mondiale. A ce titre, il apparaît difficilement concevable, malgré les fortes pressions internationales vers un désarmement nucléaire général et complet, qu'un monde sans arme de dissuasion nucléaire stratégique voit le jour d'ici la mi-siècle tant la paix et le devenir de l'humanité semblent intimement liés à l'existence de ce que certains ont qualifié : "d'équilibre de la terreur".

TABLEAU I¹**Opinions au sujet du désarmement dans six pays sélectionnés**

	US	Russie	France	Inde	RFA	Jap.
échantillon	1610	1000	287	250	282	200

Seriez-vous, ou non, favorable à l'établissement d'une organisation mondiale qui assurerait, au moyen d'inspections systématiques, qu'aucune nation, y compris l'URSS et les États-Unis, ne produise de bombes atomiques, de bombes à hydrogène ou de missiles ?

Oui (%)	70	72	85	78	92	91
Non (%)	16	10	6	1	1	8
? (%)	14	18	9	21	7	1

Si cet organisme d'inspection existait, seriez-vous, ou non, favorable à ce que tout individu ait le devoir de lui signaler toute tentative secrète de produire des bombes atomiques, des bombes à hydrogène ou des missiles ?

Oui (%)	73	54	74	71	86	80
Non (%)	11	15	13	2	4	16
? (%)	16	31	13	27	10	4

Si vous saviez, vous-même, que quelqu'un, dans votre pays, tentait de produire secrètement des armes interdites, signaleriez-vous ce fait au siège de l'organisation mondiale d'inspection dans votre pays ?

Oui (%)	80	50	63	63	73	83
Non (%)	6	17	18	6	11	5
? (%)	14	33	19	31	16	12

¹ Source : Blackaby, Frank Transition, Éliminer les armes nucléaires. p. 174.

PREMIER TABLEAU¹LIMITATION D'ARMEMENT CONVENUE LORS DU TRAITE SALT 1

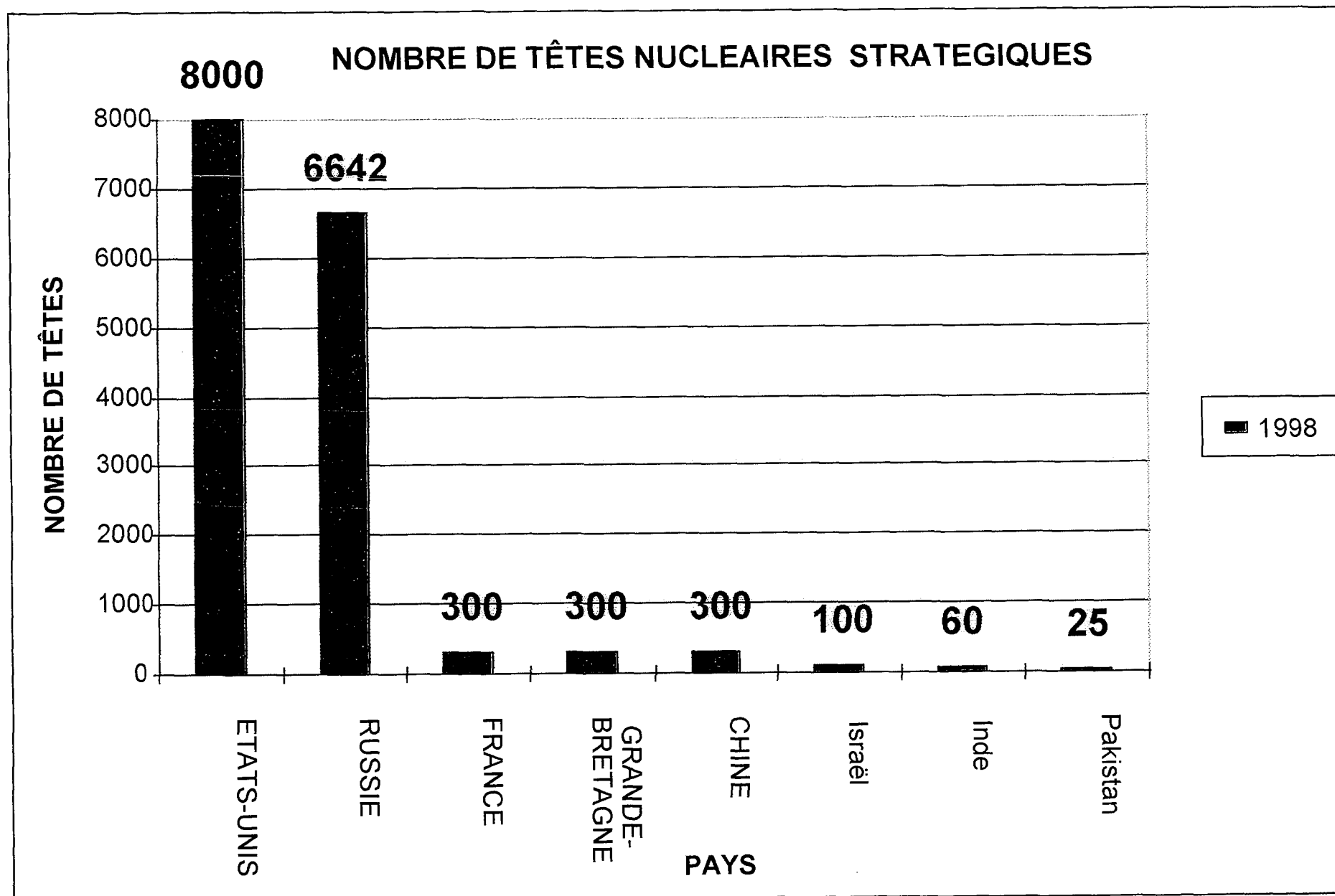
ARMEMENTS	ETATS-UNIS	RUSSIE
ICBM	1054 (Titan II)	1618 (SS 9)
SLBM	710 (44 sous-marins)	950 (62 sous-marins)
BOMBARDIERS	531	140

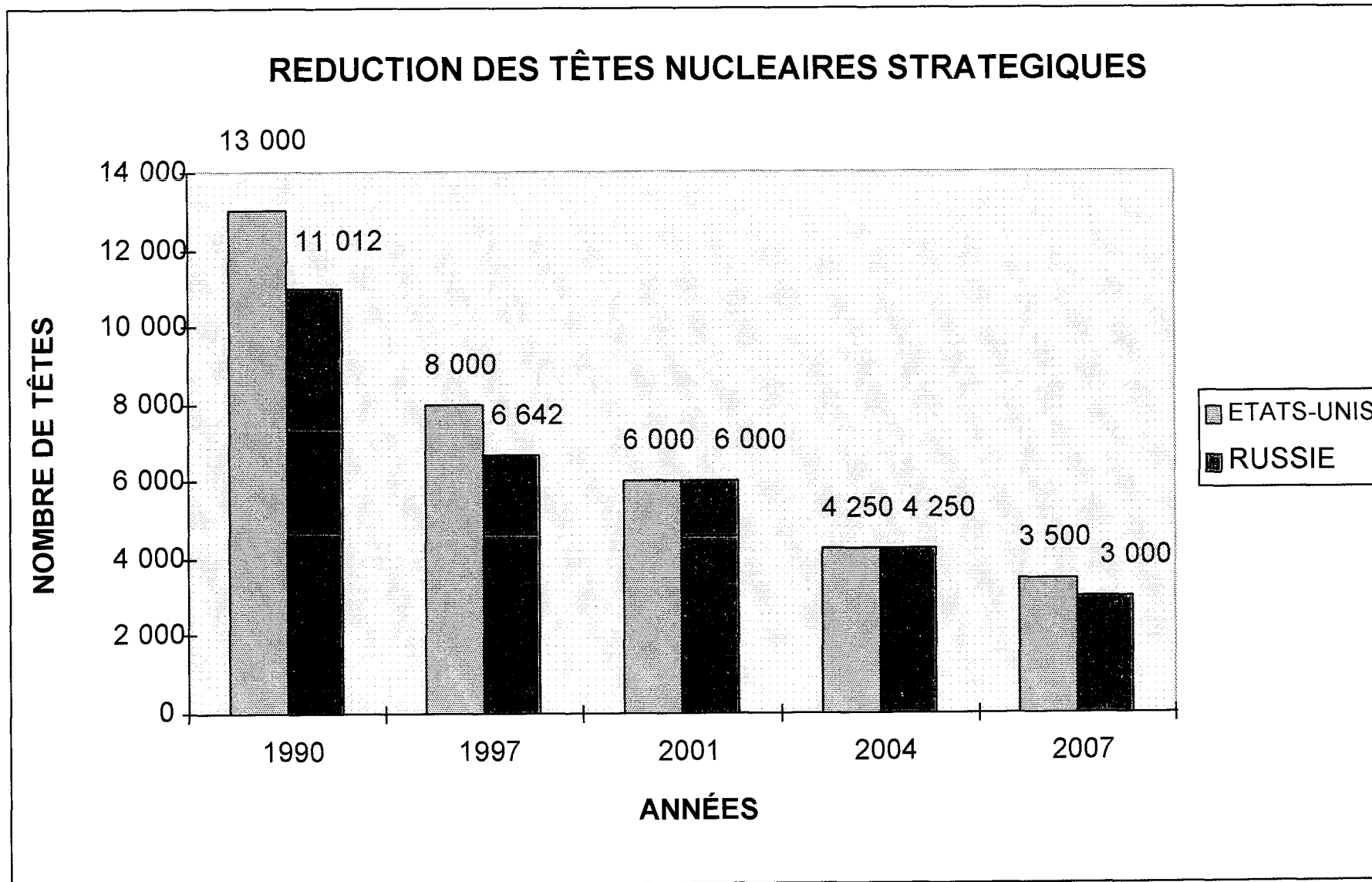
DEUXIEME TABLEAU²LES RESULTATS FIXES POUR LE TRAITE START II

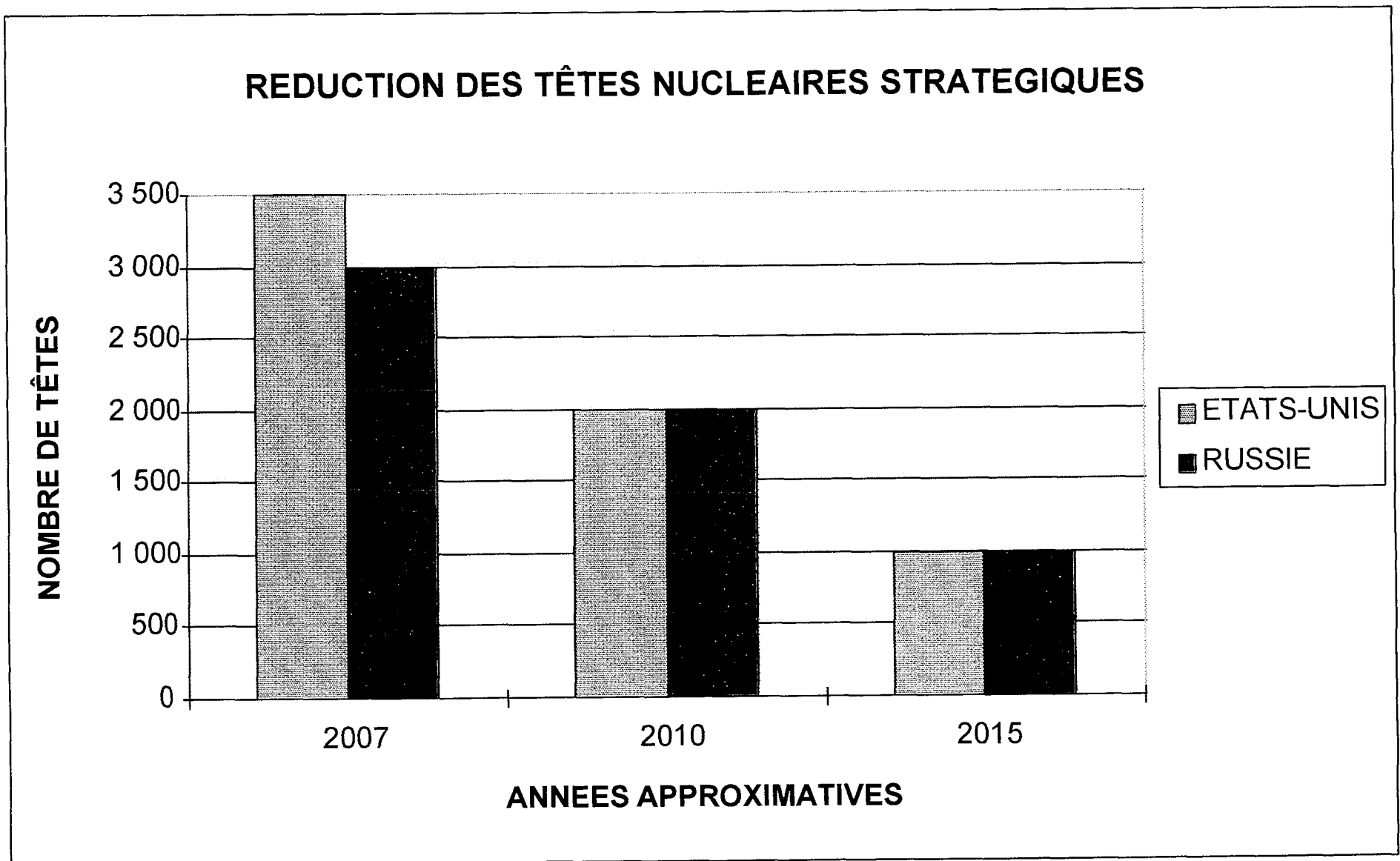
ARMEMENTS	ETATS-UNIS	RUSSIE
OGIVES (2000)	4 250	3 800
OGIVES (2008)	3 500	3 000
ICBM	500 Minutemen III à 1 tête	504 SS 19 et 25 démirvés
SLBM	8 trident I et 10 Trident II à 24 x 4 têtes (1 728 têtes)	24 SNLE emportant 1 744 SSN 20 et 23
BOMBARDIERS	Environ 70 B52H et 20 B2 et 1 272 armes	Environ 150 (notamment Bear H16) et 752 armes

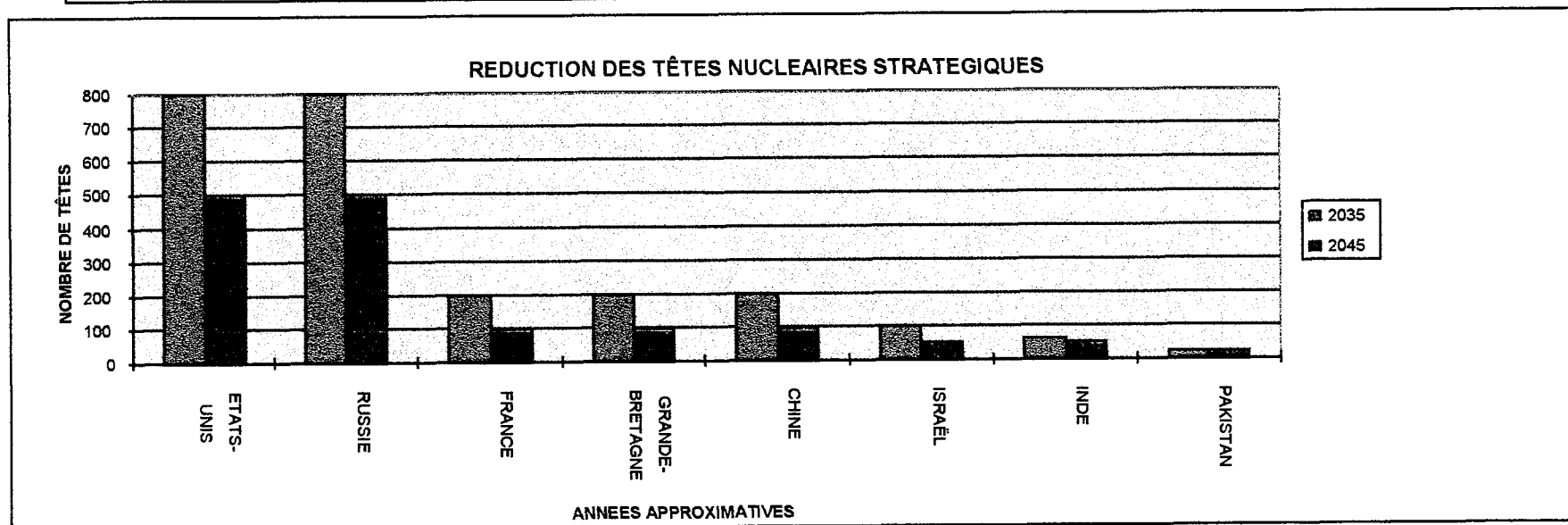
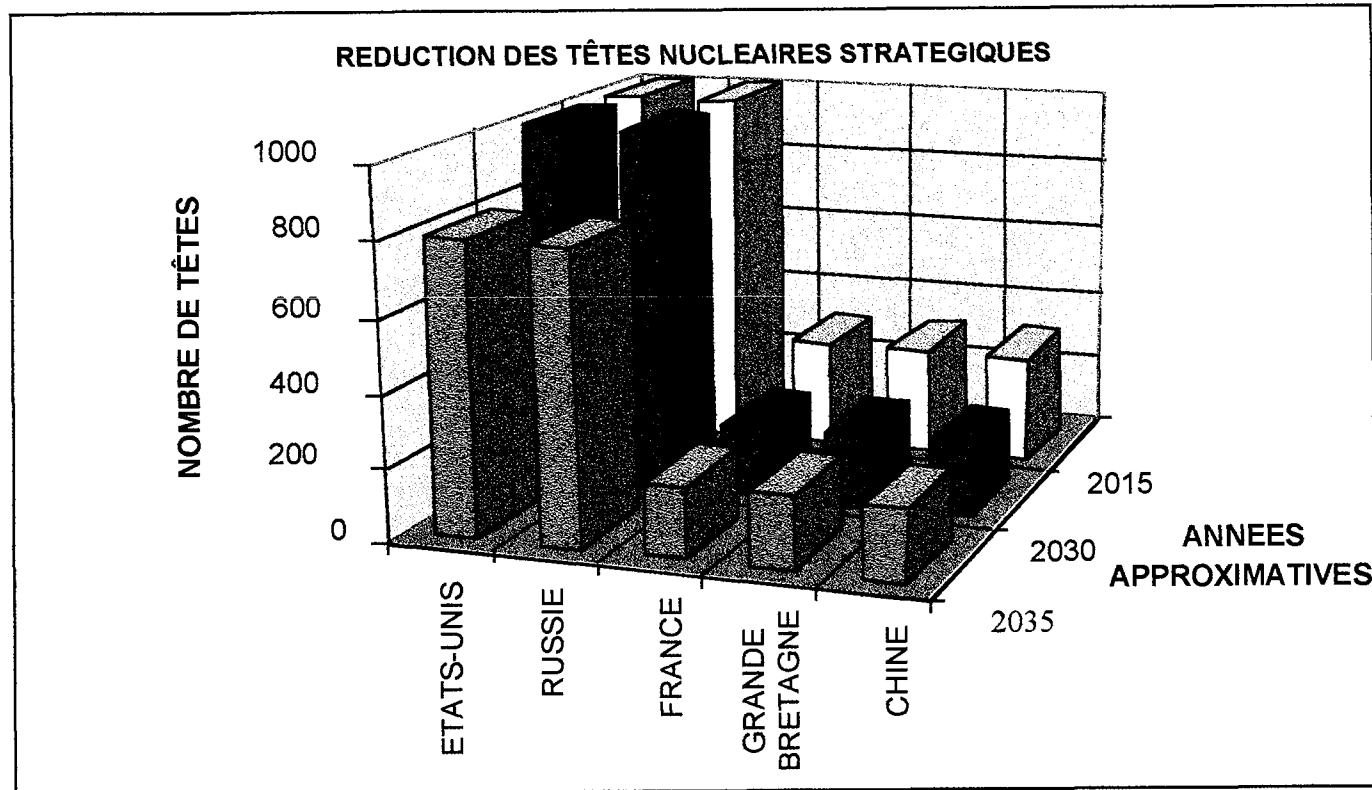
¹ Source : Revue d'études, Les problèmes de la maîtrise des armements. p.17

² Source : Revue d'études, Les problèmes de la maîtrise des armements. p.18









Bibliographie

Publications

Blackaby, Frank "Eliminer les armes nucléaires, Est-ce souhaitable ?" Est-ce réalisable ? Editions Transition 1997, Paris

BOOTH Ken, "Strategy and ethnocentrism", London, Groom Helm, 1979, New-york Holmes et Meier, 1979.

BRU, Didier "Perspective sur la maîtrise des armements", Défense Nationale, Janvier 1996, pp. 61-75 .

CHARPAK & GALDWIN "Feux follets et champignons nucléaires",

COLSON Bruno, "La culture stratégique américaine", FEDN, Economica, 1993.

DEBOUZY Olivier "La dissuasion nucléaire à l'ère du vide", 16 Sept 1997

DUVAL, Marcel "Quel avenir pour le traité de non-prolifération des armes nucléaires", in Défense nationale, 1994, pp. 83-100.

DUVAL, Marcel "L'arme nucléaire dans le monde: état des lieux", Défense nationale, janvier 1998, pp. 59-77.

GRAND, Camille "Désarmement et non-prolifération", l'Année Stratégique 1996, Décembre 1995, pp. 187-200.

GRAND, Camille "Désarmement et non-prolifération", l'Année Stratégique 1997, Décembre 1996, pp. 179-194.

HEISBOURG, François "Dissuasion et désarmement", Relations Internationales et Stratégie, N°21, 1996, 130-134.

Kasprzyk, N. Note de la Délégation des Affaires Stratégiques, Les travaux de la première Commission de l'Assemblée générale de Nations-Unies concernant les questions nucléaires. 10 décembre 1997

KENNAN George, "American diplomacy 1900-1950", Chicago-Londres, University of Chicago Press, 1951.

LABBE, Marie-Hélène "Y a-t-il une politique européenne de non-prolifération nucléaire ? "

LABBE, Marie-Hélène "La tentation nucléaire", Document payot, 1995, p. 323.

LORD Carnes, "American strategic culture", in Comparativ strategy vol.V3, 1985, page 271.

MORGENTHAU H.J., "Politics among Nations", New-York, Alfred Knopf, 1985.

MOTET, André "Le débat sur les composantes nucléaires", Relations Internationales et Stratégie, N°21, 1996, pp. 135-140.

SCHMITZ, Marc "Le traité d'interdiction complète des essais nucléaires renforce le régime de non-prolifération", L'état du monde 1998, 1997, pp. 77-80.

WEIGLEY Russel, "The american way of war: a history of United-States military strategy and policy", New-York-London, Macmillan, 1973

WURTZ, Francis "Le désarmement nucléaire: une option pour la France", Relations Internationales et Stratégie, N°21, 1996, pp. 156-160.

Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargés d'examiner le traité sur la question de sa prorogation, Document Final, New York 1995

"Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons: 2000 Review", Resolution adopted by the General Assembly on the report of the First Committee, United Nations, 10 janvier 1997.

"Les problèmes de la maîtrise des armements", Dossiers de synthèse, Revues d'études, P413, 1997, p. 40.

"La situation en matière de désarmement", rapport de la 43 session, document 1590, 5 novembre 1997, p.27.

Le Point, Hebdomadaire d'information du samedi - 7 février 1998 No 1325, pp.63-68

CD Rom

LABBE, Marie-Hélène "La nouvelle donne de la prolifération nucléaire", Edition La Découverte -CEDROM-SNi, 1995

"Traités de désarmement", Encyclopédie Encarta 97, Microsoft Corporation, 1997.

Internet

Ministère des Affaires étrangères du Canada, Revue canadienne du désarmement 1996, <http://www.dfait-maeci.gc.ca/francais/foreign/disarm/fnp1.htm>

Treaty on the Non-proliferation of nuclear weapons: <http://www.acda.gov/npt1.htm>

Index de documentations sur le web liés à la non-prolifération
<http://www.miis.edu/cns/nrilinks.html>

The Futur of US Nuclear Weapons Policy, Sommet de Lyon 29 Juin 1996 <http://sung7.unw-lyon2.fr/lyon/lyon-dec16.html#prolif>

Observatoire Stratégique, <http://www.ceic.com/obses/index.html>